

EXCELLENTS RÉSULTATS ANNUELS 2024 DYNAMIQUE TRÈS PORTEUSE

Très bonnes performances financières en dépit d'incertitudes fortes

- **Hausse du PNB récurrent à EUR 217 millions** (+9,6% vs 2023) tirée par un niveau d'activité très soutenu depuis 2023, malgré la hausse des coûts de refinancement
- **Bonne maîtrise des frais généraux**, stables vs 2023, et **coefficient d'exploitation en nette amélioration** à 54% (-6 points vs 2023)
- **Excellente qualité du portefeuille** illustrée par un **coût du risque en reprise**, un taux d'**expositions non performantes à 0,26%** et la **pondération à 0%** (approche standard) **de 84% du portefeuille**
- **Résultat net récurrent en forte progression (+15% vs 2023)** illustrant la solidité du modèle de banque publique de développement
- **Ratio CETI à 42,2 %** (vs une exigence minimale de 8,56%)
- **Liquidité solide** avec des ratios LCR à 440% et NSFR à 125% et **bonne exécution du programme de financement** caractérisée par la présence de plus de 300 investisseurs

Rôle clef dans le financement du secteur public local français

- **Niveau inégalé de EUR 6,3 milliards** (+46 % vs 2023) portée par les **collectivités locales (EUR 5,8 milliards, +45% vs 2023)**
- **Plus de EUR 2 milliards de prêts verts et sociaux** octroyés aux collectivités locales pour la première fois depuis le lancement de ces gammes
- **Financement aux hôpitaux publics de EUR 518 millions** (+61% vs 2023) avec la reprise modérée des investissements dans un contexte budgétaire très contraint
- **Progression attendue du financement des investissements locaux** en 2025, du fait des initiatives publiques pour accélérer les investissements climat et **à plus long terme par l'extension d'activité**

Dynamisme confirmé de l'activité de crédit-export

- **5 transactions** pour un montant de **EUR 2,4 milliards** (vs EUR 5 milliards en 2023)
- Distinction "**Deal of the year Central Asia 2023**" lors du forum TXF de juin 2024
- **Perspectives d'activité très favorables** soutenues par près de 175 dossiers représentant un montant de près de **EUR 65 milliards**
- Ouverture à des **opérations bénéficiant d'une garantie par des agences de crédit-export européennes et des bailleurs multilatéraux** dès 2025

Des avancées significatives dans les engagements ESG

- **EUR 1,8 milliard en faveur de la transition écologique et énergétique**
- **EUR 1,4 milliard de prêts sociaux** pour les hôpitaux publics français et les collectivités locales françaises
- **1/3 du financement levé sous format d'obligations vertes ou sociales**
- Développement d'**outils de notation climatique et environnementale** pour les portefeuilles de prêts

A l'issue du Conseil d'administration du 12 février 2025, **Philippe Mills, directeur général de Sfil**, a déclaré « *Sfil a réalisé une performance remarquable en 2024 dans un contexte perturbé. Avec 2023, cette année marque un changement de dimension, puisque nous injectons désormais en moyenne EUR 9 milliards par an dans l'économie française. L'élargissement de notre champ d'intervention va nous permettre de renforcer encore la portée de notre action. Je remercie vivement nos clients et investisseurs pour leur confiance et leur soutien constants et nos collaborateurs pour leur engagement au service de Sfil* ».

2^{ème} meilleur résultat récurrent depuis 2013 porté par le fort dynamisme des deux activités et l'efficacité opérationnelle

Malgré une hausse des coûts de financement et la volatilité observée sur les marchés financiers, le produit net bancaire récurrent¹ a atteint EUR 217 millions sur l'exercice 2024, en hausse de +9,6% par rapport à 2023. Cette performance reflète **un niveau d'activité soutenu de près de EUR 9 milliards, en progression de 28% par rapport à la moyenne observée entre 2019 et 2023.**

Les frais généraux récurrents ressortent à EUR 117 millions, stables par rapport à fin 2023 (EUR 118 millions). La fin de la contribution au Fonds de Résolution Unique (économie de EUR 6,3 millions en 2024) a compensé la hausse des impôts et taxes de production (en hausse de EUR 4,5 millions). Par ailleurs, les frais de fonctionnement sont restés stables (+0,2% vs 2023), traduisant ainsi une capacité de strict contrôle des coûts. Ainsi, **le coefficient d'exploitation s'établit à 54%, en amélioration significative de 6 points par rapport à fin 2023.**

En EUR millions	Récurrent		Comptable	
	2023	2024	2023	2024
Produit net bancaire	198	217	178	209
Frais généraux	(118)	(117)	(118)	(117)
Résultat brut d'exploitation	80	100	60	92
Coût du risque	11	1	11	1
Résultat avant impôts	91	101	70	93
Impôt sur les bénéfices	(25)	(26)	(14)	(24)
Résultat net	65	75	56	69

Le coût du risque est en reprise de EUR 1 million (vs EUR 11 millions en 2023). **Rapporté aux actifs au coût amorti, il représente une reprise de 0.1 pb.** Le coût du risque sur 2024 est principalement constitué d'une reprise de dépréciations de EUR 14,3 millions qui traduit une amélioration de la santé financière du secteur de la croisière et d'une dotation de EUR 10,5 millions du fait du reclassement de *stage 1* vers le *stage 2* de certaines expositions.

Les métriques de risque de crédit (impayés, actifs classés en *stage 3* et expositions non-performantes) **restent à des niveaux très bas.** En particulier, les expositions non performantes représentent EUR 196 millions (vs EUR 168 millions à fin 2023), soit 0,26% du total des actifs. **Ces métriques confirment ainsi l'excellente qualité du portefeuille d'actifs.**

Sous l'effet combiné de l'ensemble de ces facteurs, **le résultat net récurrent¹ a progressé de plus de 15% par rapport à 2023 et s'établit à EUR 75 millions, soit la 2nde meilleure performance depuis la création de Sfil. Cette performance traduit la solidité du modèle de banque publique de développement: une capacité de continuer à accompagner tous les clients dans un environnement géopolitique et macro-économique instable en 2024, tant au niveau mondial que national.**

Selon les normes IFRS applicables, le produit net bancaire s'établit à EUR 209 millions (+17% vs 2023), en ligne avec l'évolution du résultat récurrent. Les éléments non récurrents, considérés dans leur ensemble, sont restés relativement stables en 2024 (charge de EUR (6) millions contre EUR (9) millions en 2023). Plus précisément, à la suite de la mise à jour des paramètres de marché, les ajustements de valeur des couvertures ont enregistré un produit net de EUR 4 millions. A contrario, la valorisation des prêts comptabilisés à la juste valeur par résultat a engendré une perte nette de EUR 10 millions sur l'exercice.

¹ Informations financières comptables retraitées des ajustements de juste valeur portant sur les couvertures ou liés au spread de crédit des prêts comptabilisés à la juste valeur par résultat.

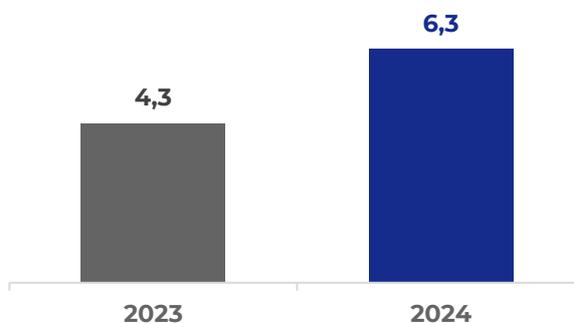
Le résultat net comptable ressort à EUR 69 millions (vs EUR 56 millions en 2023, soit une hausse de +23%).

Rôle clef dans le financement du secteur public local français

En lien avec ses partenaires La Banque Postale et la Banque des Territoires, Sfil a octroyé **EUR 6,3 milliards en 2024 (+46% vs 2023)** au secteur public local français, **soit un record d'activité depuis sa création en 2013.**

Ce niveau d'activité exceptionnel est principalement porté par **les collectivités locales avec un volume de EUR 5,8 milliards en 2024 (+45% vs 2023).** Celles-ci ont **fortement accéléré leurs investissements** malgré un contexte français caractérisé par une instabilité politique.

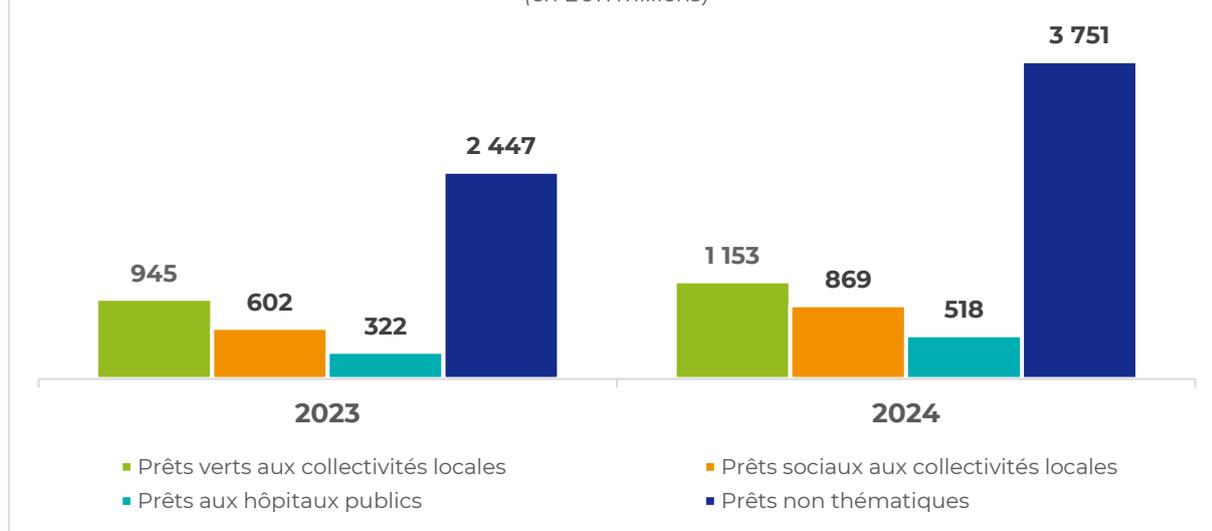
Prêts octroyés au secteur public local
(en EUR milliards)



Ces investissements ont été financés par un recours plus significatif à l'emprunt. L'accélération des investissements, portée par la baisse des taux d'intérêt, est corrélée à la fin du cycle électoral pour le bloc communal et à une capacité d'autofinancement plus contrainte, notamment pour les départements. Ainsi, sous l'impulsion de ces différents facteurs, **le volume de prêts a augmenté sur l'ensemble des typologies de contreparties** comparativement à 2023, avec notamment **+58% sur les grandes collectivités** (départements, régions et intercommunalités).

Les prêts thématiques aux collectivités locales ont augmenté de 31% comparativement à 2023. Cette hausse significative des **prêts verts (EUR 1,2 milliard, +22% vs 2023)** et des **prêts sociaux (EUR 869 millions, +44% vs 2023)** confirme la forte appétence des collectivités locales pour ces instruments de financement qui ont vocation à soutenir les efforts d'investissement engagés au service de la transition écologique et énergétique et de la cohésion des territoires.

Répartition de la production de prêts au secteur public local
(en EUR millions)



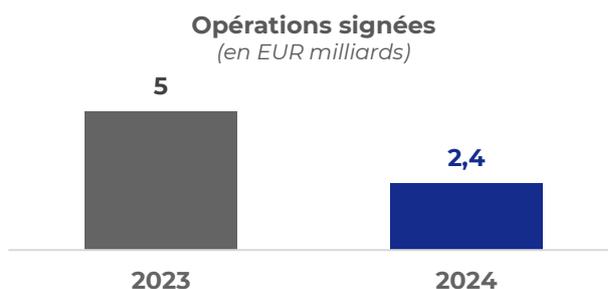
Les **prêts aux hôpitaux publics** sont en hausse à **EUR 518 millions (+61% vs 2023)** à la suite de la reprise modérée des investissements. Malgré un contexte budgétaire très contraint pour les hôpitaux publics, Sfil a continué à déployer son offre de financement, en s'appuyant sur une évaluation à long terme de leur situation financière ainsi que sur la prise en compte de leur positionnement en termes d'offre sanitaire (valeur ajoutée sanitaire).

2024 marque également un nouveau cap pour le Groupe : **pour la première fois depuis le lancement de l'offre de prêts verts en 2019, Sfil et ses partenaires ont octroyé plus de EUR 2,5 milliards de prêts thématiques (prêts verts et sociaux aux collectivités locales et prêts aux hôpitaux publics).**

Sfil a acquis EUR 5,5 milliards de prêts au secteur public local en 2024 auprès de ses partenaires (contre EUR 3,4 milliards en 2023, soit +64%). Ce très haut niveau, inégalé depuis 2013, reflète l'accélération de l'activité observée depuis le 4^{ème} trimestre 2023.

Dynamisme confirmé de l'activité de crédit-export

Sfil a signé **5 transactions pour un montant total de EUR 2,4 milliards**. Ces opérations, réalisées en Afrique, en Europe, en Amérique et en Asie, ont permis la **conclusion de EUR 4,1 milliards de contrats exports impliquant six exportateurs dont un accompagné pour la première fois**.



2 des opérations refinancées relèvent du secteur des infrastructures et matériels de transport. Elles contribuent directement aux Objectifs de Développement Durable n° 7 *Energie propre et d'un coût abordable* et n°9 *Industrie, Innovation et Infrastructure*.

En outre, lors du forum TXF de juin 2024, Sfil a reçu le prix « **Deal of the year Central Asia 2023** » pour le financement de locomotives destinées au transport durable de fret et passagers au Kazakhstan.

Structure financière très robuste

Financement et liquidité

Le Groupe a émis EUR 9 milliards de dette long terme en 2024 (respectivement EUR 3,6 milliards pour Sfil et EUR 5,3 milliards pour Caffil) **avec la participation de plus de 330 investisseurs, une première depuis la création de Sfil en 2013**.

Au premier semestre, le Groupe a bénéficié d'une activité dynamique du marché primaire. Celle-ci a été soutenue par une forte demande des investisseurs sur un large spectre de maturités, en particulier sur les maturités longues. Après une première émission à 10 ans en janvier 2024 et à 12 ans en mars 2024, Caffil a émis une obligation foncière à 15 ans pour un montant de EUR 500 millions en mai 2024. Première émission depuis 2 ans de cette maturité sur le marché des *covered bonds*, cette transaction a reçu un accueil exceptionnel, avec la participation de 160 investisseurs et un carnet d'ordre de EUR 7,4 milliards. Au total, Sfil et sa filiale Caffil ont émis EUR 4,9 milliards.

Le second semestre 2024 a été plus volatil dans un contexte politique et macroéconomique perturbé. Le Groupe Sfil a émis un montant total de EUR 4,1 milliards.

L'ensemble des obligations foncières émises par Caffil bénéficie du label d'obligation garantie européenne (de qualité supérieure) ou « *European Covered Bond (Premium)* ».

La structure de liquidité est robuste : les ratios de LCR et de NSFR atteignent respectivement 440% et 125%, soit des niveaux largement supérieurs à l'exigence minimale de 100%. Les réserves de liquidité s'élèvent à EUR 44 milliards à fin décembre 2024.

Solvabilité

Le ratio CETI atteint 42,2 % au 31 décembre 2024 (contre 37,5% au 31 décembre 2023). Il s'établit nettement au-dessus de l'exigence minimale de 8,56 % fixée par le superviseur européen dans le cadre du processus de contrôle et d'évaluation prudentiels (SREP). La hausse du ratio résulte principalement de la baisse des risques pondérés. En effet, depuis fin septembre 2024, le calcul des risques pondérés repose sur l'approche standard. Cette évolution fait suite à la décision du Collège de l'ACPR de traiter les expositions sur la plupart des collectivités locales françaises comme des expositions sur l'administration centrale française. **Avec cette évolution, près de 84% du portefeuille d'actifs est pondéré à 0%, illustrant à nouveau le faible profil de risque du Groupe Sfil.**

Au 31 décembre 2024, le ratio de levier s'établit à 9,6%, stable par rapport au niveau de 9,7% de fin 2023.

Notations financières

Les notations financières sont toutes alignées sur la note souveraine de la France.

	Moody's Ratings	Morningstar DBRS	S&P Global Ratings
Notation long-terme	Aa3	AA (high)	AA-
Perspective	Stable	Stable	Stable
Notation court terme	P-1	R-1 (high)	A-1+
Date de mise de jour	17 décembre 2024	28 janvier 2025	4 juin 2024

Le 4 juin 2024, S&P Global Ratings a abaissé la note de Sfil de AA (perspective négative) à AA- (perspective stable) comme l'ensemble des autres agences publiques françaises. Cette évolution découle d'un ajustement mécanique lié à l'actionnariat public de Sfil après la dégradation de la note souveraine de la France qui est intervenue le 31 mai 2024. Celle-ci est passée de AA (perspective négative) à AA- (perspective stable).

De la même manière, Moody's Ratings a abaissé la note de Sfil à Aa3 (perspective stable) à la suite de la dégradation de la note souveraine de la France le 13 décembre 2024 postérieurement à la censure du gouvernement. La note souveraine est passée de Aa2 (perspective négative) à Aa3 (perspective stable).

La notation AA (*high*) par Morningstar DBRS n'a pas évolué au cours de l'année 2024.

Avancées significatives dans les engagements ESG

Fin 2023, Sfil a annoncé mobiliser EUR 17,5 milliards à horizon 2030 en faveur de la transition écologique et énergétique et 12 milliards de financements sociaux.

En 2024, EUR 1,8 milliard de financement a été déployé en faveur de la transition écologique et énergétique au travers des deux activités (EUR 1,2 milliard sur le secteur public local français et EUR 0,6 milliard de refinancement de crédits à l'exportation).

Dans le même temps, **Sfil a mobilisé EUR 1,4 milliard en faveur des hôpitaux publics français et des investissements à dimension sociale des collectivités locales françaises** (sécurité et salubrité publique, enseignement et formation, culture et sport, santé et action sociale...).

Par ailleurs, **33% du financement levé en 2024 l'a été sous format d'obligations durables (vertes, sociales et soutenables), bien au-delà de l'objectif de 25% en 2024.** Sfil a également un objectif de 33% d'obligations durables émises sur la période 2024-2030.

En outre, Sfil a poursuivi ses travaux de mesure de l'empreinte carbone du portefeuille de prêts. Ces travaux ont permis d'améliorer la qualité des données utilisées pour le secteur public local

français. La base de référence 2021 a été revue : elle est désormais de 129 gCO₂e/euro contre 153 gCO₂e/euro précédemment². La cible pour le secteur public local français est maintenue. A horizon 2030, Sfil vise une réduction de 40% de l'intensité monétaire pour atteindre 76 gCO₂e/euro.

Alors qu'elle était initialement prévue pour 2024, la démarche d'adhésion aux Principes de Poséidon, initiative encadrant les efforts de décarbonation du secteur maritime, sera entamée en 2025.

Sfil a par ailleurs finalisé le développement de son outil de notation des risques climatiques et environnementaux du secteur public local français. Cet outil permet d'apprécier l'exposition au risque de transition et aux risques physiques. Il a été testé auprès d'un échantillon d'emprunteurs en 2024. A partir de 2025, cette notation sera intégrée dans le processus d'octroi de financements au secteur public local français.

De la même manière, **un outil de notation a été déployé pour les crédits à l'exportation**, afin de développer une vision détaillée de l'exposition aux aléas climatiques des projets et de leur vulnérabilité du fait de leur implantation géographique et de leur secteur d'activité.

Le programme d'obligations vertes, sociales et soutenables (*Green, Social, and Sustainability Bond Framework*) a été mis à jour en novembre 2024.

Au-delà des financements déployés, les notations ESG soulignent l'engagement de Sfil sur les différentes thématiques sous-jacentes : AA par MSCI, 8,3 *Negligible Risk* par Sustainalytics et C Prime + par ISS.

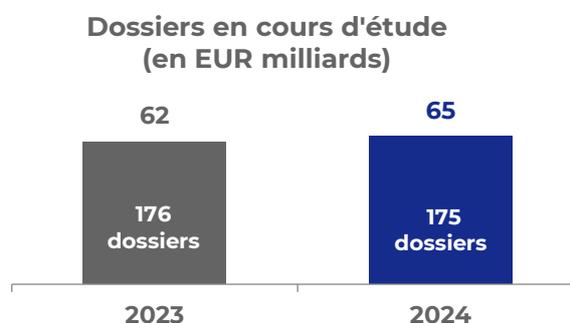
Perspectives 2025 favorables dans un environnement qui reste très perturbé

Les perspectives géopolitiques, économiques et financières restent encore très incertaines pour 2025, avec notamment un contexte politique français marqué par une instabilité latente. Sfil poursuivra la mise en œuvre de son plan stratégique "Objectif 2026", avec comme principales priorités l'exécution du programme de financement aux meilleures conditions financières possibles et le maintien du leadership sur ses deux activités.

A cet égard, **l'activité de financement du secteur public local français devrait se maintenir à un niveau élevé** avec la poursuite des investissements locaux dans la dernière année du cycle électoral du bloc communal et la hausse significative des besoins de financement pour répondre aux enjeux de lutte contre le réchauffement climatique et en soutien des politiques publiques de cohésion sociale et territoriale.

Les perspectives pour l'activité de crédit-export restent très positives pour 2025. En effet, à fin 2024, le volume de dossiers en cours d'étude s'est maintenu à un niveau élevé (175 dossiers représentant un potentiel de EUR 65 milliards de refinancement).

Dans un environnement où la notation souveraine a été dégradée en 2024, la capacité d'intervention de Sfil n'est pas altérée en termes de volumes de financement susceptible d'être mis à disposition.



² Le scénario de référence est la Stratégie nationale bas carbone de la France (SNBC 2 -version révisée de 2018-2019). L'engagement sera révisé lors de la publication de la nouvelle version de la SNBC 3.

2025 marquera également une nouvelle phase du développement du Groupe. La Commission européenne a autorisé, par sa décision du 18 décembre 2024, l'extension du champ d'activité dans le cadre des mandats historiquement confiés par l'Etat. Ainsi, Sfil devrait être en mesure, d'ici la fin de l'année 2025, d'élargir le refinancement de crédits à l'exportation à des opérations bénéficiant d'une assurance par les autres agences de crédit-export européennes ou des bailleurs multilatéraux. Le Groupe pourra donc intervenir sur des opérations présentant un intérêt français mais bénéficiant d'une garantie autre que celle de Bpifrance Assurance Export. De plus, le financement du secteur public local, jusqu'ici limité aux collectivités locales et aux hôpitaux publics français, pourra quant à lui être étendu à d'autres personnes publiques françaises (i.e. les établissements publics et les personnes publiques françaises *sui generis*) ou les expositions garanties par ces dernières.

Annexe 1 : Etats financiers consolidés établis selon le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne³

Actif

<i>(en EUR millions)</i>	31 Déc. 2023	31 Déc. 2024
Banques centrales	2 980	2 016
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 251	1 690
Instruments dérivés de couverture	2 189	2 142
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	80	-
Actifs financiers au coût amorti	59 446	63 578
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	405	380
Actifs d'impôts courants	13	1
Actifs d'impôts différés	67	74
Immobilisations corporelles	32	28
Immobilisations incorporelles	21	19
Comptes de régularisation et actifs divers	2 165	1 940
TOTAL DE L'ACTIF	69 648	71 869

Passif

<i>(en EUR millions)</i>	31 Déc. 2023	31 Déc. 2024
Banques centrales	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	431	335
Instruments dérivés de couverture	4 318	3 886
Passifs financiers au coût amorti	62 894	65 640
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	53	39
Passifs d'impôts courants	2	1
Passifs d'impôts différés	-	0
Comptes de régularisation et passifs divers	227	349
Provisions	13	15
Dettes subordonnées	-	-
Capitaux propres	1 709	1 602
<i>Capital</i>	1 445	1 445
<i>Réserves et report à nouveau</i>	256	155
<i>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	(49)	(67)
<i>Résultat de l'exercice</i>	56	69
TOTAL DU PASSIF	69 648	71 869

³ Etats financiers arrêtés par le conseil d'administration de Sfil du 12 février 2025. Les procédures d'audit menées par les Commissaires aux comptes sont en cours.

Compte de résultat

(en EUR millions)	2023	2024
Intérêts et produits assimilés	4 740	5 070
Intérêts et charges assimilés	(4 576)	(4 884)
Commissions (produits)	8	5
Commissions (charges)	(4)	(4)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	1	19
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	9	3
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Produits des autres activités	0	0
Charges des autres activités	(0)	(0)
PRODUIT NET BANCAIRE	178	209
Charges générales d'exploitation	(103)	(103)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(16)	(14)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	60	92
Coût du risque	11	1
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	70	93
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(0)	(0)
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	70	93
Impôt sur les bénéfices	(14)	(24)
RÉSULTAT NET	56	69
RÉSULTAT NET PAR ACTION (en EUR)		
- De base	6,08	7,44
- Dilué	6,08	7,44

Contacts

Relations investisseurs

Ralf Berninger

ralf.berninger@sfil.fr

Mathilde Sobol

mathilde.sobol@sfil.fr

Contact presse

Christine Lair-Augustin

christine.lair-augustin@sfil.fr